



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2022-2023 / Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2022-2023



Canada 

ISSN ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act 2022-2023* (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information 2022-2023*

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2023

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :
Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W. Calgary,
Alberta T2R 0A8 Fax: 403-292-
5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN ISSN 2563-3090

Titre principal : Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information 2022-2023* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Autre titre : Annual report on the *Access to Information Act 2022-2023* (Canada Energy Regulator)

© 2023 Sa Majesté le Roi du Chef du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles. On peut obtenir cette publication sur supports multiples, sur demande.

Pour plus de renseignements, veuillez écrire à : Régie de l'énergie du Canada
517, Huitième Avenue S.-O.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
Sans frais : 1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the Access to Information Act 2022-2023

ABOUT THE CANADA ENERGY REGULATOR

The Canadian Energy Regulator regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The Canadian Energy Regulator's mission is regulating infrastructure to ensure safe and efficient delivery of energy to Canadians and the world; protecting the environment; respecting the rights of Indigenous peoples; and, providing timely and relevant energy information and analysis. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2022-2023

À PROPOS DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

La Régie de l'énergie du Canada réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission est de réglementer l'infrastructure afin d'assurer l'acheminement sécuritaire et efficace de l'énergie aux Canadiens et ailleurs dans le monde; de protéger l'environnement; de respecter les droits des peuples autochtones; et de fournir des analyses et des informations pertinentes et opportunes sur l'énergie. La Régie relève du ministre de l'Énergie des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, veuillez consulter son [site Web](#).

THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The Access to Information Act (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions. In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 94 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2022-23.

Organizational Structure

Access to information requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Open Government Team. The Open Government Team reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, who is the delegated ATIP Coordinator.

Access to information requests are received primarily through two channels; e-mail and the ATIP Online Request Service (AORT) Requests are also occasionally received through the mail. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Data & Information Management department and then forwarded to the ATIP Office.

As of the end of 2022-2023, the CER had four full-time employees, including a Group Leader and three ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

All Proactive Publication Requirements are overseen by the Vice President Chief of Staff and Vice President Performance and Results.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* (« la Loi ») accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées. Conformément à l'article 94 de la Loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Ces rapports annuels sont déposés devant le Parlement aux termes de ce même article. Le présent rapport décrit comment la Régie de l'énergie du Canada s'est acquittée de ses responsabilités en matière d'accès à l'information durant l'exercice 2022-2023.

Structure organisationnelle

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »). Rattaché à l'équipe du gouvernement ouvert, celui-ci relève du vice-président de la gestion des données et de l'information agissant à titre de coordonnateur délégué de l'AIPRP.

Les demandes d'accès à l'information sont le plus souvent transmises à la Régie par courriel et par l'entremise du service en ligne prévu à cette fin. À l'occasion, des demandes lui parviennent aussi par la poste. Dans de tels cas, elles sont entrées dans son système de gestion des dossiers par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion des données et de l'information, avant d'être acheminées au bureau de l'AIPRP.

À la fin de l'exercice 2022-2023, quatre employés à temps plein de la Régie – un chef de groupe et trois agents d'AIPRP – se consacraient aux activités reliées à la *Loi sur l'accès à l'information*.

Les tableaux des exigences en matière de publication proactive sont supervisés par le Vice-président, Chef du personnel et Vice-président du rendement et des résultats.

Delegation Order

The CER Act designates the CER CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Act. The CEO has historically sub delegated this authority. The ATIP Office reports to the VP, Data and Information Management to whom the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

The delegation changed from the previous reporting year. Under the current order, there are three Executives positions that have been delegated full authority under the Act. They are: the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, Systems Operations, EVP People Innovation and Results (alternate ATIP Coordinators). The Director of Open Government and the Group Leader ATIP have limited authorization under section 9. From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation order.

Performance 2022-2023

In 2022-23, the CER received 13 requests under the Act. This is 56% fewer than the number of requests received in the previous reporting period.

The CER achieved a compliance rating of 64.3% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2022-23, which is a lower than the previous year. The CER's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and quality of information released.

In late 2022-23, the CER began transitioning to the new ATIP Express software, which should improve process efficiencies in future years.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère au président-directeur général de l'organisme l'autorité pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la *Loi sur l'accès à l'information*. De tout temps, celui-ci délègue ces pouvoirs. Le bureau de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, à qui sont délégués les pouvoirs du président-directeur général de la Régie en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

La délégation des pouvoirs a changé par rapport à l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la Loi sont exercés par trois cadres supérieurs, soit le vice-président de la gestion des données et de l'information (principal coordonnateur de l'AIPRP), le vice-président des activités systémiques et le vice-président de l'innovation et des résultats (coordonnateurs auxiliaires). L'article 9 confie au directeur du gouvernement ouvert et au chef de groupe de l'AIPRP des pouvoirs limités. Sur le plan opérationnel, la délégation de pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

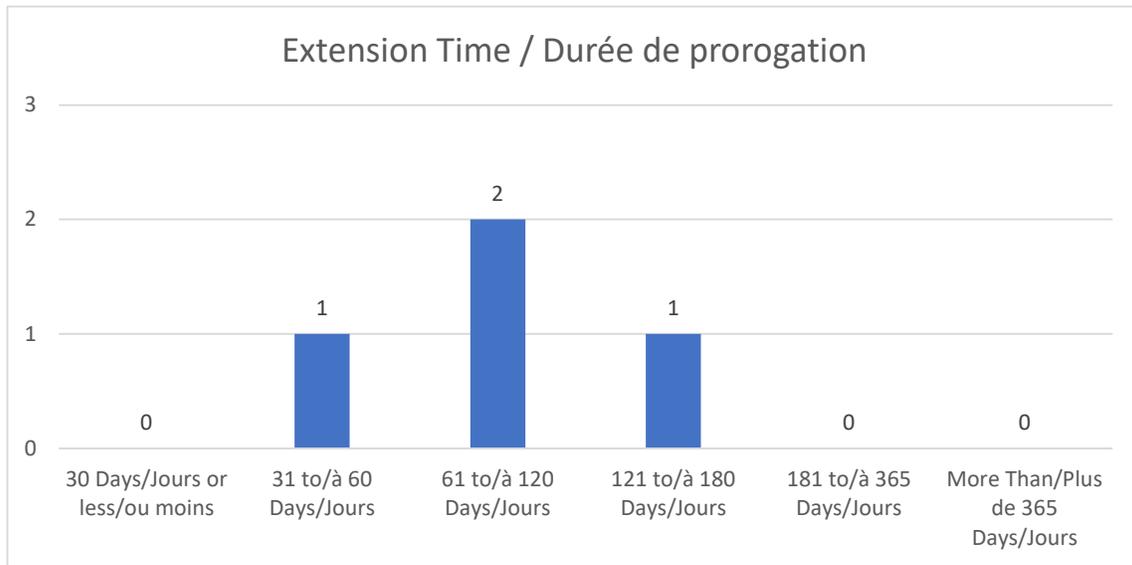
Une copie de l'ordonnance de délégation de pouvoirs se trouve à l'annexe B.

Rendement pour 2022-2023

En 2022-2023, l'Office a reçu 13 demandes au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*, soit 56 % de moins qu'au cours de l'exercice précédent.

Durant l'exercice 2022-2023, la Régie a traité 64.3 % des demandes qu'elle a reçues dans les délais prescrits, un pourcentage inférieur à celui de l'exercice précédent. Le bureau de l'AIPRP de la Régie continuera de s'efforcer d'améliorer son taux de conformité et la qualité de l'information transmise.

Vers la fin de l'exercice 2022-2023, la Régie a commencé à migrer vers un nouveau logiciel appelé ATIP Express. Cette transition devrait rendre le processus plus efficace dans les années à venir.



Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2022-23, the CER invoked extensions on 4 occasions, or on about 50% of files, a slight increase compared to 40% in the previous year. In 2 of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 2 cases, an extension was invoked since the large volume of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations.

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2022-2023, la Régie s'est prévalu de cette disposition à quatre reprises, soit pour environ 50 % des dossiers, une légère hausse par rapport à 40 % durant l'exercice précédent. Dans deux de ces cas, une prorogation a été nécessaire pour aviser des tiers. Dans deux autres, une prorogation a été invoquée en raison du grand nombre de documents qui étaient demandés. Le respect du délai normal aurait entravé les activités de la Régie.

The CER also received 79 new informal requests, completing 76 during the reporting period. A total of 76 informal requests were previously released packages under the Act identified on the "Completed Access to Information Requests" posted on Canada's Open Government site.

La Régie a également reçu 79 demandes non officielles et en a traité 76 au cours de la période visée par le présent rapport. Ces dernières concernaient des documents publiés précédemment conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*, dans la section Demandes d'accès à l'information complétées du site Web du Gouvernement ouvert.

For requests closed during the reporting period, the CER processed a total of 983 pages and disclosed 777 pages to requesters. This represents a decrease from the number of pages processed last fiscal year. The decreased workload meant the ATIP Office focused on managing outstanding files and complaints.

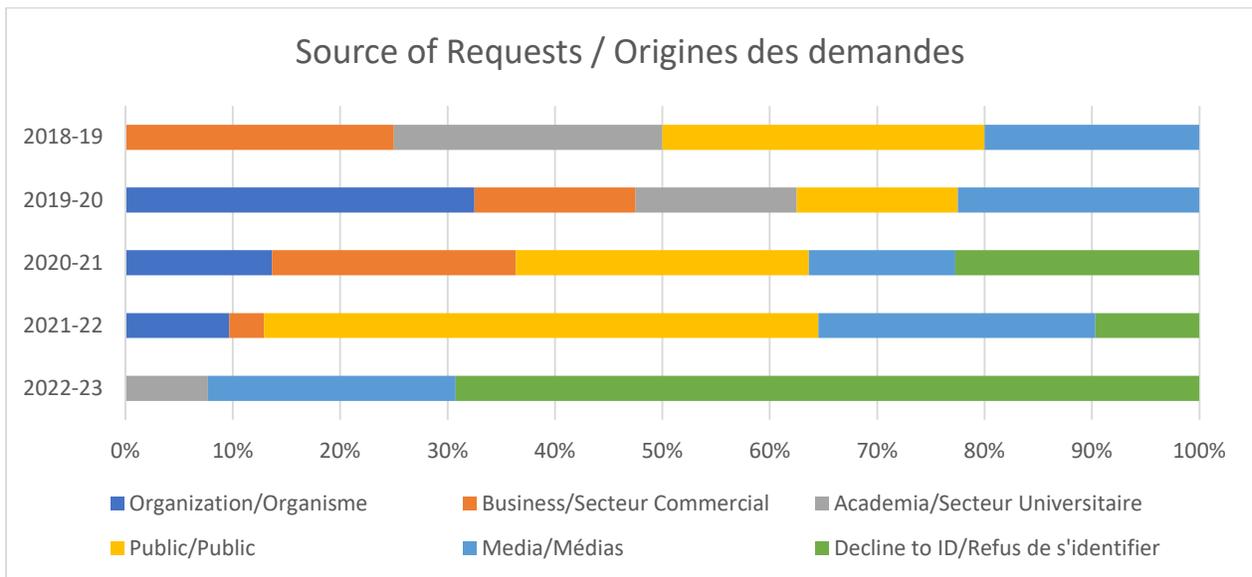
Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, la Régie a examiné 983 pages au total et en a communiquées 777 aux demandeurs. Il s'agit d'une diminution par rapport au nombre de pages traitées pendant l'exercice précédent. La charge de travail allégée a permis au bureau de l'AIPRP de s'attarder au traitement des dossiers en suspens ainsi que les plaintes.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 12 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 211 pages for these consultations.

The CER observed that the most frequent types of requesters in 2022-2023 were from requestors that declined to identify (69%) the media (23%), followed by the academia (8%).

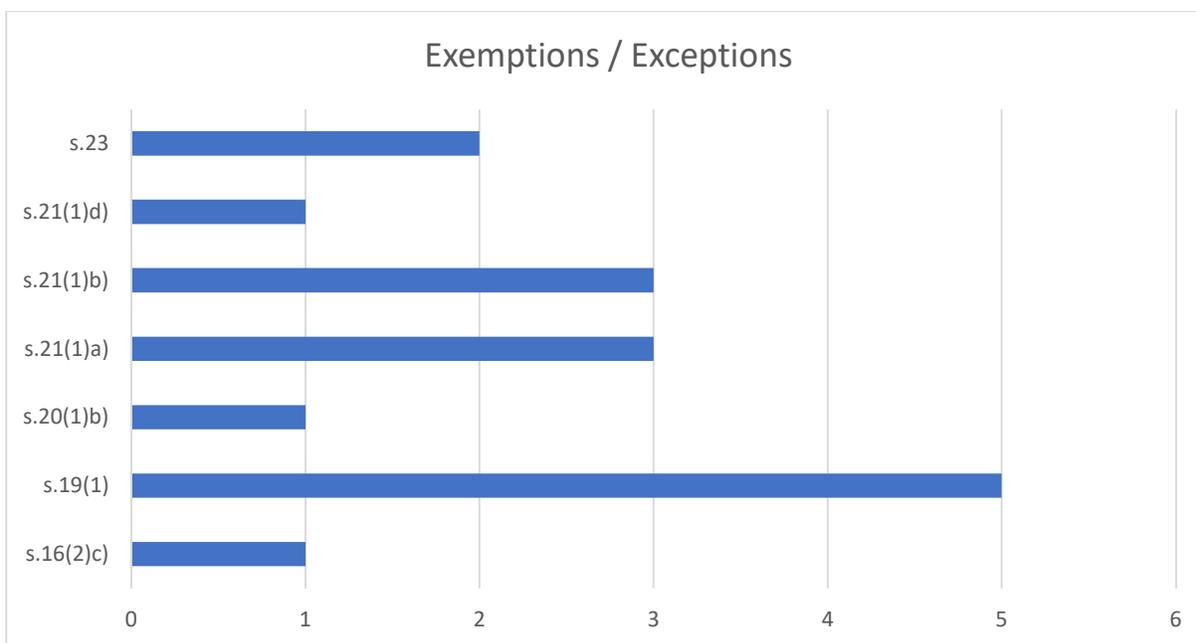
La Régie a aussi été consulté à 12 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers reliés à ses activités. Elle a traité 211 pages pour ces consultations.

Durant l'exercice 2022-2023, la Régie a constaté que les demandes les plus courantes provenaient de demandeurs qui préféraient ne pas s'identifier (69 %), de membres des médias (23 %) et de personnes du milieu universitaire (8 %).



In 2022-2023, the CER closed 14 requests. Of the requests closed during the reporting period, records for 22% were fully disclosed and 42% were disclosed in part. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Of the remaining requests, 14 % were abandoned by the applicant and 22% had no records associated with them.

Durant l'exercice 2022-2023, la Régie a fermé 14 dossiers. Dans 22 % des cas, tous les documents demandés ont été transmis, tandis que dans 42 % des cas, ils n'ont été communiqués qu'en partie. Dans aucun cas, les documents recherchés ont été complètement exemptés. Des demandes restantes, 14 % ont été abandonnées par le demandeur et 22 % n'étaient reliées à aucun dossier.



Most of the exemptions invoked by the CER in 2022-2023 fell under four sections of the Act: subsection 19(1), which protects personal information; paragraph 21(1)(b), which protect the deliberation process of public servants; paragraph 21(1)(a), which protects advice and recommendations; section 23, which protects solicitor-client privileged information.

During 2022-2023 most work was completed remotely with minimal disruption. Processing times continued to be hindered by outdated ATIP redaction and case management software. ATIP Express, the newly purchased software program, is scheduled to be in place in 2023-24. The new software will improve processing times and more robustly capture ATIP statistics for monthly and annual reporting.

See annex A for further statistical information.

La plupart des exemptions invoquées par la Régie en 2022-2023 visaient quatre dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; l'alinéa 21(1)b), qui protège le processus de délibération de fonctionnaires; l'alinéa 21(1)a), qui protège les avis et les recommandations; et l'article 23, qui protège le secret professionnel des avocats.

Au cours de l'exercice 2022-2023, la plupart des tâches ont été accomplies à distance avec un minimum de dérangements. La désuétude du logiciel de caviardage et de gestion des dossiers a continué de se répercuter sur les délais de traitement. Le nouveau logiciel dont la Régie a récemment fait l'acquisition, ATIP Express, est censé être entièrement fonctionnel durant l'exercice 2023-2024. En plus de réduire les délais de traitement, ce logiciel permettra de compiler de façon plus rigoureuse des statistiques sur l'AIPRP en vue de la production des rapports mensuels et annuels.

Pour plus de statistiques, veuillez consulter l'annexe A.

Reporting on Access to Information fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The *Service Fees Act* requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

With respect to fees collected under the *Access to Information Act*, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority : *Access to Information Act*
- Fee amount : \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$65 in 2022-2023
- No fees waived: in 2022-2023

In accordance with the Interim Directive on the Administration of the *Access to Information Act*, issued on May 5, 2016, and the changes to the *Access to Information Act* that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7(1)(a) of the Regulations.

During 2022-2023, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$333,825 in salary costs.

Déclaration des frais liés à l'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

En vertu de la *Loi sur les frais de service*, l'autorité compétente doit déposer chaque année devant le Parlement un rapport sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les droits perçus au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements suivants doivent être fournis aux termes de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Autorité : *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant des droits : 5 \$ par demande d'accès à l'information
- Recettes totales : 65 \$ en 2022-2023
- Aucuns droits annulés en 2022-2023

Conformément à la Directive provisoire concernant l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* publiée le 5 mai 2016, et aux modifications apportées à la Loi elle-même qui sont entrées en vigueur le 21 juin 2019, la Régie de l'énergie du Canada renonce à tous les droits prescrits dans la Loi et son règlement, à l'exception du droit de 5 \$ prévu à l'alinéa 7(1)a) de ce dernier.

Au cours de l'exercice 2022-2023, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP ») de la Régie a engagé des coûts de 333 825 \$ en salaires.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2022-23, the ATIP Office delivered targeted training which included onboarding new employees and providing annual refresher training to staff and OPIs. The COVID work from home environment and new technologies continued status quo through to March 31, 2023.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER continued to examine its ATIP procedures in an effort to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests. The CER purchased new ATIP Express software in 2022-23, and this will be fully implemented in 2023-24.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un grand intérêt à la formation. En 2022-2023, il a fourni une formation ciblée dans le cadre de ses activités d'accueil et d'intégration des nouveaux employés et une formation de recyclage annuelle à son personnel et à celui du bureau de première responsabilité. Le télétravail et le recours à de nouvelles technologies adoptées durant la pandémie de COVID-19 se sont poursuivis jusqu'au 31 mars 2023.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans son intranet, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a poursuivi l'examen de ses procédures d'AIPRP dans l'optique de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels. La Régie s'est procuré un nouveau logiciel, ATIP Express, durant l'exercice 2022-2023, qui sera entièrement fonctionnel durant l'exercice 2023-2024.

En tant qu'organisme qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et ciblées.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2022–2023, there was one new complaint registered with the Office of the Information Commissioner. All 14 previously outstanding complaints were closed out.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2022–23.

The CER is a government entity listed in Schedule II of the *Financial Administration Act*, subject to the proactive publication requirements under sections 82 to 84 and 86 to 88 of the *Access to Information Act*. All reports are located on [Open.Canada.ca](https://open.canada.ca).

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the CER reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email, PowerPoint presentation, etc.) towards improving its training and communications with CER leadership and staff.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

En 2022-2023, une nouvelle plainte a été déposée devant le Commissariat à l'information. Toutes les 14 plaintes en suspens ont été réglées.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2022-2023.

La Régie est une entité gouvernementale, qui figure à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* assujettie aux exigences de la publication proactive sous les articles 82 à 84 et 86 à 88 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Tous les rapports se trouvent sur open.canada.ca.

Une formation spécialisée sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique, la Régie a revu ses documents de formation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentation PowerPoint, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications aux membres de la direction et du personnel.

In addition to its online training, the ATIP Office also delivered presentations to the Data Community of Practice as well as the onboarding of new Board Commissioners.

During 2022-23, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 29 CER employees and contractors registered for the course with 29 completing it successfully.

With the implementation of the new ATIP Express redaction software coupled with reinvigorated awareness and training on appropriate records management the ATIP Office anticipates accelerated response and processing times of requests. The AI enabled in the new redaction software will improve processing time of relevant documents and in turn will result in shorter processing timelines. The CER's ability to be responsive to requestors with packages that are timely and responsive.

The CER's ATIP Officers actively participate in annual ATIP courses including, but not limited to CSPS courses, webinars and Deep Dives offered by the Treasury Board's Information and Privacy Policy Department as well as ATIP practitioner conferences.

Outre sa formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a fait des présentations à la communauté de pratique des données et organisé des activités d'accueil et d'intégration pour les nouveaux commissaires.

Durant la période, la Régie a continué d'exiger que tous ses employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 29 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

Grâce à la mise en place du nouveau logiciel de caviardage ATIP Express et à une sensibilisation et une formation renouvelées sur la bonne gestion des documents, le bureau de l'AIPRP s'attend à ce que les délais de réponse et de traitement des demandes soient accélérés. La fonction d'intelligence artificielle du nouveau logiciel de caviardage améliorera le temps de traitement des documents pertinents, raccourcira les délais de traitement et permettra à la Régie de donner suite aux demandes en fournissant des documents adaptés en temps opportun.

Les agents de l'AIPRP de la Régie participent activement aux cours annuels dans leur domaine, notamment les cours de l'EFPC, des webinaires et des analyses approfondies offerts par le service de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Conseil du Trésor, ainsi qu'à des conférences à l'intention des spécialistes de l'AIPRP.

Monitoring Compliance

The ATIP Group Leader meets weekly with the Team of ATIP Officers for full case reviews. This includes discussions with regard to technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated through the Director of Open Government to the ATIP Coordinator.

All requests are tracked in a central repository and are reviewed and updated weekly.

Monthly statistical reports are provided from the ATIP Group Leader to the Director of Open Government. These statistics are presented to the ATP Coordinator responsible for the oversight of the ATIP program.

The CER does not have a structured monitoring process for the accuracy and completeness of proactively published information.

Surveillance de la conformité

Le chef de groupe de l'AIPRP rencontre chaque semaine l'équipe des agents de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP par l'entremise du directeur du gouvernement ouvert.

Toutes les demandes font l'objet d'un suivi dans un dépôt central et sont examinées et actualisées toutes les semaines.

Des rapports statistiques mensuels sont remis par le chef de groupe de l'AIPRP au directeur du gouvernement ouvert. Ces statistiques sont présentées au coordonnateur des demandes de participation responsable de la surveillance du programme d'AIPRP.

La Régie n'a pas de système de contrôle structuré pour l'exactitude et l'exhaustivité des informations publiées de manière proactive.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2022 to 3/31/2023

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

| | | Number of Requests |
|---|---|--------------------|
| Received during reporting period | | 13 |
| Outstanding from previous reporting periods | | 12 |
| • Outstanding from previous reporting period | 7 | |
| • Outstanding from more than one reporting period | 5 | |
| Total | | 25 |
| Closed during reporting period | | 14 |
| Carried over to next reporting period | | 11 |
| • Carried over within legislated timeline | 5 | |
| • Carried over beyond legislated timeline | 6 | |

1.2 Sources of requests

| Source | Number of Requests |
|---------------------------|--------------------|
| Media | 3 |
| Academia | 1 |
| Business (private sector) | 0 |
| Organization | 0 |
| Public | 0 |
| Decline to Identify | 9 |
| Total | 13 |

1.3 Channels of requests

| Source | Number of Requests |
|--------------|--------------------|
| Online | 6 |
| E-mail | 7 |
| Mail | 0 |
| In person | 0 |
| Phone | 0 |
| Fax | 0 |
| Total | 13 |

Section 2: Informal Requests

2.1 Number of informal requests

| | | Number of Requests |
|---|---|--------------------|
| Received during reporting period | | 79 |
| Outstanding from previous reporting periods | | 2 |
| • Outstanding from previous reporting period | 1 | |
| • Outstanding from more than one reporting period | 1 | |
| Total | | 81 |
| Closed during reporting period | | 76 |
| Carried over to next reporting period | | 5 |

2.2 Channels of informal requests

| Source | Number of Requests |
|--------------|--------------------|
| Online | 0 |
| E-mail | 79 |
| Mail | 0 |
| In person | 0 |
| Phone | 0 |
| Fax | 0 |
| Total | 79 |

2.3 Completion time of informal requests

| Completion Time | | | | | | | |
|-----------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|--------------------|-------|
| 1 to 15 Days | 16 to 30 Days | 31 to 60 Days | 61 to 120 Days | 121 to 180 Days | 181 to 365 Days | More Than 365 Days | Total |
| 22 | 8 | 7 | 9 | 26 | 4 | 0 | 76 |

2.4 Pages released informally

| Less Than 100 Pages Released | | 100-500 Pages Released | | 501-1000 Pages Released | | 1001-5000 Pages Released | | More Than 5000 Pages Released | |
|------------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------------------|----------------|--------------------------|----------------|-------------------------------|----------------|
| Number of Requests | Pages Released | Number of Requests | Pages Released | Number of Requests | Pages Released | Number of Requests | Pages Released | Number of Requests | Pages Released |
| 15 | 347 | 2 | 710 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5 Pages re-released informally

| Less Than 100 Pages Re-released | | 100-500 Pages Re-released | | 501-1000 Pages Re-released | | 1001-5000 Pages Re-released | | More Than 5000 Pages Re-released | |
|---------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|-----------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| Number of Requests | Pages Re-released | Number of Requests | Pages Re-released | Number of Requests | Pages Re-released | Number of Requests | Pages Re-released | Number of Requests | Pages Re-released |
| 48 | 646 | 8 | 1924 | 0 | 0 | 3 | 5525 | 0 | 0 |

Section 3: Applications to the Information Commissioner on Declining to Act on Requests

| | Number of Requests |
|--|--------------------|
| Outstanding from previous reporting period | 0 |
| Sent during reporting period | 0 |
| Total | 0 |
| Approved by the Information Commissioner during reporting period | 0 |
| Declined by the Information Commissioner during reporting period | 0 |
| Withdrawn during reporting period | 0 |
| Carried over to next reporting period | 0 |

Section 4: Requests Closed During the Reporting Period

4.1 Disposition and completion time

| Disposition of Requests | Completion Time | | | | | | | Total |
|---|-----------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|--------------------|-----------|
| | 1 to 15 Days | 16 to 30 Days | 31 to 60 Days | 61 to 120 Days | 121 to 180 Days | 181 to 365 Days | More Than 365 Days | |
| All disclosed | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| Disclosed in part | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 6 |
| All exempted | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All excluded | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| No records exist | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Request transferred | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Request abandoned | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Neither confirmed nor denied | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Declined to act with the approval of the Information Commissioner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 7 | 1 | 0 | 2 | 3 | 0 | 14 |

4.2 Exemptions

| Section | Number of Requests | Section | Number of Requests | Section | Number of Requests | Section | Number of Requests |
|---------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| 13(1)(a) | 0 | 16(2) | 0 | 18(a) | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1)(b) | 0 | 16(2)(a) | 0 | 18(b) | 0 | 20.2 | 0 |
| 13(1)(c) | 0 | 16(2)(b) | 0 | 18(c) | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1)(d) | 0 | 16(2)(c) | 1 | 18(d) | 0 | 21(1)(a) | 3 |
| 13(1)(e) | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1)(a) | 0 | 21(1)(b) | 3 |
| 14 | 0 | 16.1(1)(a) | 0 | 18.1(1)(b) | 0 | 21(1)(c) | 0 |
| 14(a) | 0 | 16.1(1)(b) | 0 | 18.1(1)(c) | 0 | 21(1)(d) | 1 |
| 14(b) | 0 | 16.1(1)(c) | 0 | 18.1(1)(d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1)(d) | 0 | 19(1) | 5 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - I.A.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1)(a) | 0 | 23 | 2 |
| 15(1) - Def.* | 0 | 16.3 | 0 | 20(1)(b) | 1 | 23.1 | 0 |
| 15(1) - S.A.* | 0 | 16.4(1)(a) | 0 | 20(1)(b.1) | 0 | 24(1) | 0 |
| 16(1)(a)(i) | 0 | 16.4(1)(b) | 0 | 20(1)(c) | 0 | 26 | 0 |
| 16(1)(a)(ii) | 0 | 16.5 | 0 | 20(1)(d) | 0 | | |
| 16(1)(a)(iii) | 0 | 16.6 | 0 | | | | |
| 16(1)(b) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1)(c) | 0 | | | | | | |
| 16(1)(d) | 0 | | | | | | |

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

| Number of Minutes Processed | Number of Minutes Disclosed | Number of Requests |
|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

| Disposition | Less Than 60 Minutes Processed | | 60 - 120 Minutes Processed | | More than 120 Minutes Processed | |
|---|--------------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| | Number of Requests | Minutes Processed | Number of Requests | Minutes Processed | Number of Requests | Minutes Processed |
| All disclosed | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Disclosed in part | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All exempted | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All excluded | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Request abandoned | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Neither confirmed nor denied | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Declined to act with the approval of the Information Commissioner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

| Number of Minutes Processed | Number of Minutes Disclosed | Number of Requests |
|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

| Disposition | Less Than 60 Minutes Processed | | 60 - 120 Minutes Processed | | More than 120 Minutes Processed | |
|---|--------------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| | Number of Requests | Minutes Processed | Number of Requests | Minutes Processed | Number of Requests | Minutes Processed |
| All disclosed | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Disclosed in part | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All exempted | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All excluded | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Request abandoned | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Neither confirmed nor denied | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Declined to act with the approval of the Information Commissioner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.7 Other complexities

| Disposition | Consultation Required | Legal Advice Sought | Other | Total |
|---|-----------------------|---------------------|----------|----------|
| All disclosed | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Disclosed in part | 2 | 1 | 0 | 3 |
| All exempted | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All excluded | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Request abandoned | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Neither confirmed nor denied | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Declined to act with the approval of the Information Commissioner | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 1 | 0 | 3 |

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

| | |
|---|-------------|
| Number of requests closed within legislated timelines | 9 |
| Percentage of requests closed within legislated timelines (%) | 64.28571429 |

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

| Number of requests closed past the legislated timelines | Principal Reason | | | |
|---|--|-----------------------|-----------------------|-------|
| | Interference with operations/ Workload | External Consultation | Internal Consultation | Other |
| 5 | 0 | 0 | 0 | 5 |

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

| Number of days past legislated timelines | Number of requests past legislated timeline where no extension was taken | Number of requests past legislated timeline where an extension was taken | Total |
|--|--|--|----------|
| 1 to 15 days | 0 | 0 | 0 |
| 16 to 30 days | 2 | 0 | 2 |
| 31 to 60 days | 0 | 0 | 0 |
| 61 to 120 days | 0 | 0 | 0 |
| 121 to 180 days | 0 | 0 | 0 |
| 181 to 365 days | 0 | 3 | 3 |
| More than 365 days | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 3 | 5 |

4.8 Requests for translation

| Translation Requests | Accepted | Refused | Total |
|----------------------|----------|---------|-------|
| English to French | 0 | 0 | 0 |
| French to English | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

| Disposition of Requests Where an Extension Was Taken | 9(1)(a) Interference With Operations/ Workload | 9(1)(b) Consultation | | 9(1)(c) Third-Party Notice |
|---|--|-------------------------|-------|-------------------------------|
| | | Section 69 | Other | |
| All disclosed | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Disclosed in part | 1 | 0 | 2 | 1 |
| All exempted | 0 | 0 | 0 | 0 |
| All excluded | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Request abandoned | 0 | 0 | 0 | 0 |
| No records exist | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Declined to act with the approval of the Information Commissioner | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 2 | 1 |

5.2 Length of extensions

| Length of Extensions | 9(1)(a) Interference With Operations/ Workload | 9(1)(b) Consultation | | 9(1)(c) Third-Party Notice |
|----------------------|--|-------------------------|-------|-------------------------------|
| | | Section 69 | Other | |
| 30 days or less | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 to 60 days | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 to 120 days | 1 | 0 | 1 | 1 |
| 121 to 180 days | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 181 to 365 days | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 365 days or more | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 2 | 1 |

Section 6: Fees

| Fee Type | Fee Collected | | Fee Waived | | Fee Refunded | |
|--------------|--------------------|---------|--------------------|--------|--------------------|--------|
| | Number of Requests | Amount | Number of Requests | Amount | Number of Requests | Amount |
| Application | 13 | \$65.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Other fees | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Total | 13 | \$65.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

| Number of Days | Fewer Than 100 Pages Processed | | 100-500 Pages Processed | | 501-1000 Pages Processed | | 1001-5000 Pages Processed | | More Than 5000 Pages Processed | |
|----------------|--------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------|
| | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed |
| 1 to 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 to 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 to 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 to 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 to 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 to 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| More than 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

8.2 Requests with Privy Council Office

| Number of Days | Fewer Than 100 Pages Processed | | 100-500 Pages Processed | | 501-1000 Pages Processed | | 1001-5000 Pages Processed | | More Than 5000 Pages Processed | |
|----------------|--------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------|
| | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed | Number of Requests | Pages Disclosed |
| 1 to 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 to 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 to 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 to 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 to 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 to 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| More than 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

| Section 32 Notice of intention to investigate | Subsection 30(5) Ceased to investigate | Section 35 Formal Representations |
|---|--|-----------------------------------|
| 1 | 0 | 0 |

9.2 Investigations and Reports of finding

| Section 37(1) Initial Reports | | | Section 37(2) Final Reports | | |
|-------------------------------|---|--|-----------------------------|---|--|
| Received | Containing recommendations issued by the Information Commissioner | Containing orders issued by the Information Commissioner | Received | Containing recommendations issued by the Information Commissioner | Containing orders issued by the Information Commissioner |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

| Section 41 | | | | |
|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------|-------|
| Complainant (1) | Institution (2) | Third Party (3) | Privacy Commissioner (4) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

| |
|---------------------------------------|
| Section 44 - under paragraph 28(1)(b) |
| 0 |

Section 11: Resources Related to the Access to Information Act

11.1 Allocated Costs

| Expenditures | Amount |
|-----------------------------------|------------------|
| Salaries | \$333,825 |
| Overtime | \$0 |
| Goods and Services | \$0 |
| • Professional services contracts | \$0 |
| • Other | \$0 |
| Total | \$333,825 |

11.2 Human Resources

| Resources | Person Years Dedicated to Access to Information Activities |
|----------------------------------|--|
| Full-time employees | 3.975 |
| Part-time and casual employees | 0.000 |
| Regional staff | 0.000 |
| Consultants and agency personnel | 0.000 |
| Students | 0.000 |
| Total | 3.975 |

Note: Enter values to three decimal places.

Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2022-04-01 to 2023-03-31

Section 1: Capacity to Receive Requests under the Access to Information Act and the Privacy Act

Enter the number of weeks your institution was able to receive ATIP requests through the different channels.

| | Number of Weeks |
|--|-----------------|
| Able to receive requests by mail | 52 |
| Able to receive requests by email | 52 |
| Able to receive requests through the digital request service | 52 |

Section 2: Capacity to Process Records under the Access to Information Act and the Privacy Act

2.1 Enter the number of weeks your institution was able to process paper records in different classification levels.

| | No Capacity | Partial Capacity | Full Capacity | Total |
|-------------------------------------|-------------|------------------|---------------|-------|
| Unclassified Paper Records | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Protected B Paper Records | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Secret and Top Secret Paper Records | 0 | 0 | 52 | 52 |

2.2 Enter the number of weeks your institution was able to process electronic records in different classification levels.

| | No Capacity | Partial Capacity | Full Capacity | Total |
|--|-------------|------------------|---------------|-------|
| Unclassified Electronic Records | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Protected B Electronic Records | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Secret and Top Secret Electronic Records | 0 | 0 | 52 | 52 |

Section 3: Open Requests and Complaints Under the Access to Information Act

3.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

| Fiscal Year Open Requests Were Received | Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023 | Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023 | Total |
|---|--|--|-----------|
| Received in 2022-2023 | 5 | 0 | 5 |
| Received in 2021-2022 | 0 | 1 | 1 |
| Received in 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2019-2020 | 0 | 2 | 2 |
| Received in 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2017-2018 | 0 | 2 | 2 |
| Received in 2016-2017 | 0 | 1 | 1 |
| Received in 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2013-2014 or earlier | 0 | 0 | 0 |
| Total | 5 | 6 | 11 |

Row 11, Col. 3 of Section 3.1 must equal 2022-2023 Statistical Report on the Ac

3.2 Enter the number of open complaints with the Information Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

| Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution | Number of Open Complaints |
|--|---------------------------|
| Received in 2022-2023 | 1 |
| Received in 2021-2022 | 0 |
| Received in 2020-2021 | 0 |
| Received in 2019-2020 | 0 |
| Received in 2018-2019 | 0 |
| Received in 2017-2018 | 0 |
| Received in 2016-2017 | 0 |
| Received in 2015-2016 | 0 |
| Received in 2014-2015 | 0 |
| Received in 2013-2014 or earlier | 0 |
| Total | 1 |

Section 4: Open Requests and Complaints Under the Privacy Act

4.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

| Fiscal Year Open Requests Were Received | Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023 | Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2023 | Total |
|---|--|--|----------|
| Received in 2022-2023 | 1 | 0 | 1 |
| Received in 2021-2022 | 0 | 1 | 1 |
| Received in 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Received in 2013-2014 or earlier | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 1 | 2 |

Row 11, Col. 3 of Section 4.1 must equal the sum of Row 11, Col. 1 and Row 11, Col. 2 of the 2022-2023 Statistical Report on the *Privacy Act*.

4.2 Enter the number of open complaints with the Privacy Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

| Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution | Number of Open Complaints |
|--|---------------------------|
| Received in 2022-2023 | 0 |
| Received in 2021-2022 | 0 |
| Received in 2020-2021 | 0 |
| Received in 2019-2020 | 0 |
| Received in 2018-2019 | 0 |
| Received in 2017-2018 | 0 |
| Received in 2016-2017 | 0 |
| Received in 2015-2016 | 0 |
| Received in 2014-2015 | 0 |
| Received in 2013-2014 or earlier | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Social Insurance Number

| | |
|--|----|
| Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2022-2023? | No |
|--|----|

Section 6: Universal Access under the Privacy Act

| | |
|--|---|
| How many requests were received from confirmed foreign nationals outside of Canada in 2022-2023? | 0 |
|--|---|

Row 1, Col. 1 of Section 1.1 of the 2022-2023 Statistical Report on the *Privacy Act*.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : **4/1/2022** au **3/31/2023**

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 13 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 12 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 7 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 5 | |
| Total | | 25 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 14 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 11 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 5 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 6 | |

1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias | 3 |
| Secteur universitaire | 1 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 0 |
| Organisation | 0 |
| Public | 0 |
| Refus de s'identifier | 9 |
| Total | 13 |

1.3 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 6 |
| Courriel | 7 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 13 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 79 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 2 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 1 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 1 | |
| Total | | 81 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 76 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 5 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 79 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 79 |

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 22 | 8 | 7 | 9 | 26 | 4 | 0 | 76 |

2.4 Pages communiquées informellement

| Moins de 100 pages communiquées | | De 100 à 500 pages communiquées | | De 501 à 1 000 pages communiquées | | De 1 001 à 5 000 pages communiquées | | Plus de 5 000 pages communiquées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 15 | 347 | 2 | 710 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5 Pages recommuniées informellement

| Moins de 100 pages recommuniées | | De 100 à 500 pages recommuniées | | De 501 à 1 000 pages recommuniées | | De 1 001 à 5 000 pages recommuniées | | Plus de 5 000 pages recommuniées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées |
| 48 | 646 | 8 | 1924 | 0 | 0 | 3 | 5525 | 0 | 0 |

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

| | Nombre de demandes |
|--|--------------------|
| En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente | 0 |
| Envoyées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Total | 0 |
| Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports | 0 |
| Retirées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports | 0 |

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|---|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| Communication partielle | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 6 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Demande transférée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 7 | 1 | 0 | 2 | 3 | 0 | 14 |

4.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|
| 13(1)a) | 0 | 16(2) | 0 | 18a) | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1)b) | 0 | 16(2)a) | 0 | 18b) | 0 | 20.2 | 0 |
| 13(1)c) | 0 | 16(2)b) | 0 | 18c) | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1)d) | 0 | 16(2)c) | 1 | 18d) | 0 | 21(1)a) | 3 |
| 13(1)e) | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1)a) | 0 | 21(1)b) | 3 |
| 14 | 0 | 16.1(1)a) | 0 | 18.1(1)b) | 0 | 21(1)c) | 0 |
| 14a) | 0 | 16.1(1)b) | 0 | 18.1(1)c) | 0 | 21(1)d) | 1 |
| 14b) | 0 | 16.1(1)c) | 0 | 18.1(1)d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1)d) | 0 | 19(1) | 5 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1)a) | 0 | 23 | 2 |
| 15(1) - Déf.* | 0 | 16.3 | 0 | 20(1)b) | 1 | 23.1 | 0 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.4(1)a) | 0 | 20(1)b.1) | 0 | 24(1) | 0 |
| 16(1)a)(i) | 0 | 16.4(1)b) | 0 | 20(1)c) | 0 | 26 | 0 |
| 16(1)a)(ii) | 0 | 16.5 | 0 | 20(1)d) | 0 | | |
| 16(1)a)(iii) | 0 | 16.6 | 0 | | | | |
| 16(1)b) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1)c) | 0 | | | | | | |
| 16(1)d) | 0 | | | | | | |

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------------|--------------------|
| 68a) | 0 | 69(1) | 0 | 69(1)g) re a) | 0 |
| 68b) | 0 | 69(1)a) | 0 | 69(1)g) re b) | 0 |
| 68c) | 0 | 69(1)b) | 0 | 69(1)g) re c) | 0 |
| 68.1 | 0 | 69(1)c) | 0 | 69(1)g) re d) | 0 |
| 68.2a) | 0 | 69(1)d) | 0 | 69(1)g) re e) | 0 |
| 68.2b) | 0 | 69(1)e) | 0 | 69(1)g) re f) | 0 |
| | | 69(1)f) | 0 | 69.1(1) | 0 |

4.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 5 |

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 983 | 777 | 11 |

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 3 | 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 3 | 31 | 3 | 930 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 8 | 53 | 3 | 930 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Autres | Total |
|---|----------------------|----------------|--------|-------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 2 | 1 | 0 | 3 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 1 | 0 | 3 |

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

| | |
|--|-------------|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi | 9 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%) | 64.28571429 |

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi | Motif principal | | | |
|---|---|----------------------|----------------------|-------|
| | Entrave au fonctionnement / Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 5 | 0 | 0 | 0 | 5 |

4.7.2 Demandes fermées au-dela des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

| Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise | Total |
|--|---|--|----------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 2 | 0 | 2 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 3 | 3 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 3 | 5 |

4.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|----------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|---|------------------------------------|-----------------------|----------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 1 | 0 | 2 | 1 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 2 | 1 |

5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 1 | 0 | 1 | 1 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 2 | 1 |

Section 6 – Frais

| Type de frais | Frais perçus | | Frais dispensés | | Frais remboursés | |
|---------------|--------------------|----------------|--------------------|---------------|--------------------|---------------|
| | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation | 13 | \$65.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Autres frais | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Total | 13 | \$65.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

| Article 32 Avis d'enquête | Article 30(5) Cessation de l'enquête | Article 35 Présenter des observations |
|------------------------------|---|--|
| 1 | 0 | 0 |

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

| Article 37(1) Comptes rendus initiaux | | | Article 37(2) Comptes rendus finaux | | |
|---------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---|---|
| Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information | Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

| Article 41 | | | | |
|---------------|-----------------|----------|--|-------|
| Plaignant (1) | Institution (2) | Tier (3) | Commissaire à la protection de la vie privée (4) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

| Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b) |
|---|
| 0 |

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

11.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|-----|------------------|
| Salaires | | \$333,825 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$0 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$333,825 |

11.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|--|---|
| Employés à temps plein | 3.975 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 3.975 |

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 52 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|-----------|
| Reçues en 2022-2023 | 5 | 0 | 5 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 2 | 2 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 2 | 2 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 5 | 6 | 11 |

Rangée 11, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 l'accès à l'information 2022-2023

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 1 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 1 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2022-2023 | 1 | 0 | 1 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 1 | 2 |

Rangée 11, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 protection des renseignements personnels 2022-2023

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Numéro d'assurance social

| | |
|--|-----|
| Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023? | Non |
|--|-----|

Section 6: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

| | |
|---|---|
| Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023? | 0 |
|---|---|

Rangée 1, col. 1 de la section 6 doit être égale ou inférieure à la rangée 1 de la section 1.1 Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de délégation de pouvoirs



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Delegation of Authority pursuant to
the *Access to Information Act*
and the *Privacy Act***

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 1st day of April 2022.

Gitane De Silva
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

| Position | <i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i> | <i>Privacy Act and Regulations</i> |
|---|--|---|
| Vice-President, Data and Information Management | Full authority | Full authority |
| Vice-President, System Operations | Full authority | Full authority |
| Executive Vice-President, People, Innovation, and Results | Full authority | Full authority |
| Director, Open Government | Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA | None |
| Group Leader, ATIP | Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA | None |



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Délégation des pouvoirs en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 1 avril 2022.

Gitane De Silva
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

| Poste | Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements | Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements |
|--|--|---|
| Vice-président, gestion des données et de l'information | Autorité absolue | Autorité absolue |
| Vice-président, des activités systémiques | Autorité absolue | Autorité absolue |
| Premier vice-président du personnel, de l'innovation, et des résultats | Autorité absolue | Autorité absolue |
| Directeur, Gouvernement ouvert | Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI | Aucun |
| Chef de groupe, gestion des données et de l'information | Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI | Aucun |